

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mercredi 10 juillet 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 20  
Procuration(s) : 6  
Absent(s) : 0  
Nombres de votants : 26  
Votes pour : 26  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mercredi 26 juin 2024

DELIBERATION N°DL\_AP2024\_0120

**Actant la démission d'office de Monsieur Salime MDERE, 1er Vice –président du Conseil départemental**

L'an deux mille vingt quatre, le dix juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU, Monsieur Soibahadine NDAKA

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU,  
Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,  
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA,  
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,  
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,  
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Farianti MDALLAH

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3121- 23 ;  
Vu la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;  
Vu la décision du Tribunal de Mamoudzou statuant en matière correctionnelle en date du 25 juin 2024 ;  
Vu l'arrêté n°2024-SG-479 du 28 juin 2024 abrogeant l'arrêté n°2024-SG-475 du 27 juin 2024, portant démission d'office de Monsieur M'DERE Salime 1<sup>er</sup> vice-Président du conseil départemental ;  
Vu le rapport n°2024-02237 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** que l'assemblée départementale a décidé de déroger à l'article L 3121-15 du code général des collectivités territoriales en ne procédant pas au scrutin secret aux nominations désignées dans l'alinéa 2 ;

**Considérant** la décision du Tribunal judiciaire de Mamoudzou statuant en matière correctionnel en date du 25 juin 2024, a condamné Monsieur Salime MDERE à des peines complémentaires de 2 ans d'interdiction de toute fonction ou emploi public et de 2 ans de privation de son droit d'éligibilité et ordonne l'exécution provisoire de ladite décision ;

**Considérant** que l'arrêté du préfet de Mayotte n°2024-SG-479 du 28 juin 2024 abrogeant l'arrêté n°2024-SG-475 du 27 juin 2024, portant démission d'office de Monsieur M'DERE Salime 1<sup>er</sup> vice-Président du conseil départemental, déclare Monsieur MDERE Salime démissionnaire d'office de son mandat de conseiller départemental ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** d'acter la démission d'office de Monsieur Salime MDERE de son mandat de conseiller départemental ;

**Article 2 :** de prendre acte de son remplacement par Monsieur NDAKA Soibahadine, conseiller départemental du canton de Bouéni à compter du 28 juin 2024 ;

**Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

